

POINTS SAILLANTS

- Depuis septembre 2017, plus de 47 000 Burundais réfugiés en Tanzanie ont été rapatriés ;
- 87% des enfants rapatriés en âge d'être scolarisés n'ont pas intégré le système éducatif l'année 2017-2018 ;
- Trois quarts des rapatriés sont dépourvus de documents administratifs ;
- 6 enfants sur 10 de moins de 5 ans sont affectés par la malnutrition chronique.

CHIFFRES CLES

Pop. dans le besoin	3,6 millions⁽¹⁾
	H ⁽⁶⁾ F E
	0,85M 0,88M 1,87M
Population ciblée	2,4 millions⁽¹⁾
	H F E
	0,53M 0,55M 1,28M
PDI	159 152⁽²⁾
	H: n/a F: n/a
Réfugiés congolais	72 576⁽³⁾
	H: 37k F: 36k
Réfugiés burundais	388 479⁽⁴⁾
	H: 192k F: 196k
Pers. en insécurité alimentaire	1,67 million⁽⁵⁾
	IPC 3 et 4 1,67 M

FINANCEMENTS

141,8 millions
requis pour le HRP 2018 (US\$)

36,7 millions
contributions dans le HRP

8.4 millions
contributions hors HRP

(1) HRP 2017

(2) OIM, DTM Burundi

(3) UNHCR, [Information Sharing Portal](#) à la date du 31 août, 2018

(4) UNHCR, [Information Sharing Portal](#) à la date du 31 août, 2018

(5) Rapport de l'IPC aiguë, avril 2018 (dernières données de projection pour avril et mai 2018)

(6) H = hommes adultes ; F = femmes adultes ; E = enfants (filles et garçons)



Prévention de la maladie à virus Ebola au Burundi. Prise de la température aux postes frontières.

Au sommaire

Le Burundi bénéficiera d'une allocation CERF de 5 millions USD p.1

Des besoins urgents sont à combler pour assurer la réintégration durable des rapatriés Burundais de Tanzanie p.1

42.000 réfugiés Congolais ont bénéficié d'un transfert monétaire pour subvenir à leurs besoins alimentaires p.2

Près de 2 000 ménages de la province de Gitega ont été sensibilisés sur la malnutrition p.3

Analyse des risques p.3

Financements humanitaires p.4

Le Burundi bénéficiera d'une allocation CERF de 5 millions USD

Financé à hauteur de 25% sur les 142 millions USD requis¹, le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2018 pour le Burundi est l'un des plans les moins financés au monde. C'est dans ce cadre que le CERF² a décidé d'octroyer un montant de 5 millions USD pour soutenir les activités prioritaires du HRP 2018, lesquelles visent à réduire les vulnérabilités aiguës affectant les rapatriés, les victimes des aléas climatiques et les personnes en insécurité alimentaire.

Ce fond CERF de 5 millions USD permettra d'atteindre trois objectifs stratégiques. Premièrement, il soutiendra l'activité de rapatriement volontaire de 15 000 réfugiés Burundais de Tanzanie sur les 48 000 rapatriés attendus entre août 2018 et janvier 2019³.

Deuxièmement, l'allocation CERF renforcera la capacité de réponse de la communauté humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles. Elle permettra de fournir des articles non-alimentaires, des abris d'urgence ou temporaires à plus de 6 700 ménages, notamment dans les provinces de Bujumbura Rural et de Nyanza-Lac.

Enfin, cette allocation CERF permettra d'assister en rations alimentaires et intrants agricoles les Burundais actuellement en insécurité alimentaire aiguë.

Des besoins urgents sont à combler pour assurer la réintégration durable des rapatriés Burundais de Tanzanie

Depuis septembre 2017, plus de 47 000 réfugiés Burundais de Tanzanie sont retournés au Burundi, à travers le processus de rapatriement volontaire, assuré par l'Agence des

¹ Niveau de financement du HRP 2018 au 31 juillet 2018.

² Fonds Central d'Intervention d'Urgence.

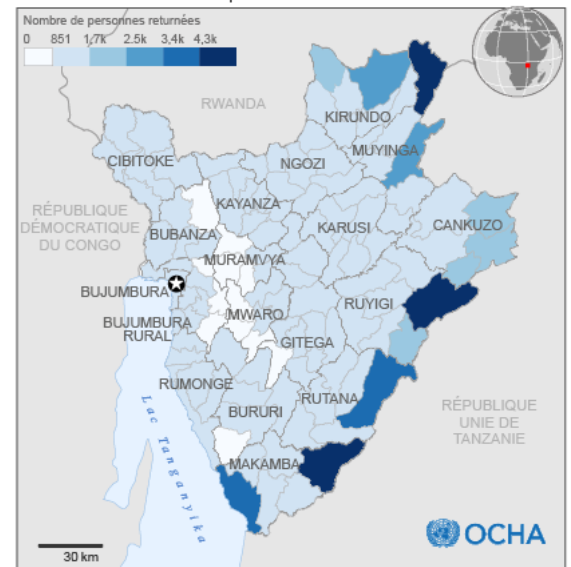
³ L'activité de rapatriement se concentre principalement dans les provinces de Muyinga, Kirundo, Cankuzo, Ruyigi, Rutana et Makamba.

Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) en Tanzanie, *International Rescue Committee* (IRC), Caritas, *Gruppo di Volontariato Civile* (GVC), en collaboration étroite avec les Gouvernements du Burundi et de la Tanzanie.

Particulièrement vulnérables, les rapatriés éprouvent des difficultés à accéder aux biens et aux services de première nécessité une fois rentrés dans leur zone d'origine. En effet, selon les chiffres d'UNHCR du mois d'août dernier, 87% des enfants retournés en âge d'être scolarisés n'ont pas intégré le système éducatif l'année 2017-2018. Par ailleurs, trois quarts des rapatriés sont dépourvus de documents administratifs, et un tiers n'ont pas accès aux services de santé.

Il est à noter également que les rapatriés ont un accès limité aux moyens de subsistance. Vivant principalement de l'agriculture, seuls un 32% d'entre eux retrouvent leurs terres agricoles occupées à leur retour.

Zones de retour des rapatriés Burundais



Source : UNHCR, 31 août 2018

Afin d'assurer un suivi dans les zones de retour et une assistance multisectorielle à la hauteur des besoins des retournés et des communautés d'accueil, l'UNHCR a lancé avec CARITAS ce mois d'août un projet de profilage. Celui-ci permettra aux agences onusiennes et aux ONG d'avoir un aperçu des besoins à combler dans les zones de retour, pour optimiser la réintégration durable et la cohésion sociale. Par ailleurs, un plan interagence de réponse pour le rapatriement et la réintégration est en cours de lancement.

42 000 réfugiés Congolais ont bénéficié d'un transfert monétaire pour subvenir à leurs besoins alimentaires

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et son partenaire CARITAS continuent de fournir l'assistance alimentaire aux 42 000 réfugiés congolais hébergés dans les camps de Gasorwe (Muyinga), Bwagiriza (Ruyigi), Kavumu (Ruyigi) et Musasa (Ngozi).

Depuis le mois de juillet dernier, l'assistance alimentaire du PAM est fournie sous forme de transferts monétaires. Le passage de l'assistance en nature aux transferts monétaires a été motivé par les conditions favorables du marché, telles que la baisse de prix et la disponibilité des denrées alimentaires. Réalisée à travers le système de coupons électroniques appelés « SCOPE », cette modalité d'assistance a permis aux réfugiés de s'approvisionner dans les foires organisées avec les commerçants locaux. Le transfert monétaire du PAM contribue ainsi à stimuler l'économie locale et à renforcer la cohésion sociale entre les réfugiés et les populations d'accueil, à travers les échanges commerciaux et les interactions entre les deux communautés. Ce type d'intervention sera maintenu jusqu'au mois d'octobre si les conditions locales du marché le permettent.

ANALYSE DES RISQUES

HRP 2018

Personnes dans le besoin **3,6M**
+20% par rapport à 2017

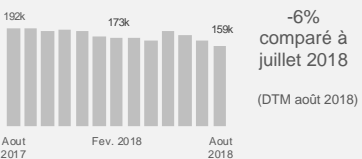
Personnes ciblées **2,4M**
+220% par rapport à 2017

Sécurité alimentaire (IPC avril 2018)

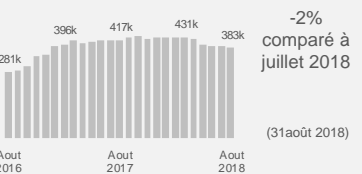
Pers. en phase IPC 3 et 4 **1,7M**
en besoin d'assistance humanitaire
-35% comparé à mai 2017

Déplacements de population

Pers. déplacées internes **159k**



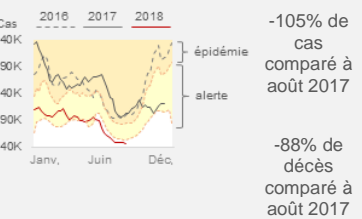
Réfugiés burundais **388k**



Cas de paludisme (août 2018)

Nombre de cas **192k**

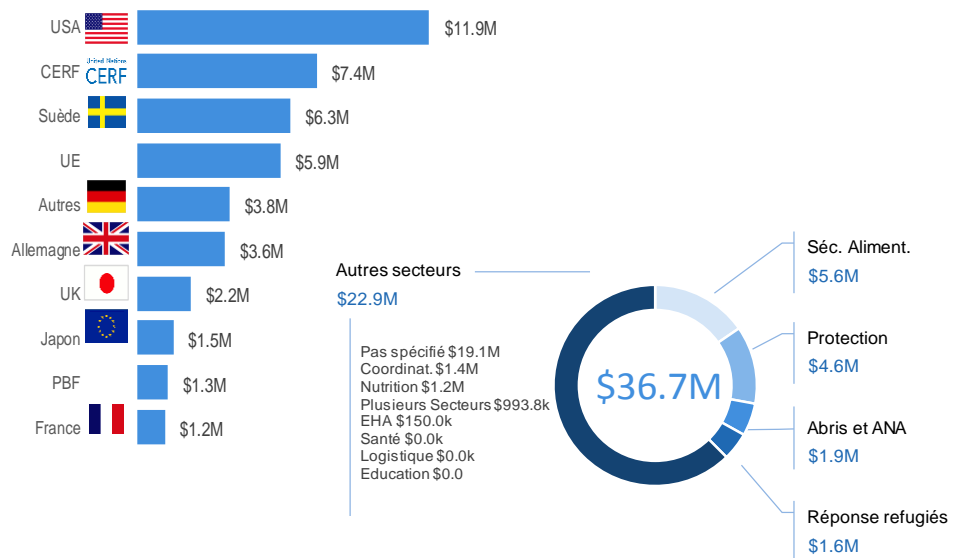
Nombre de décès **89**



A l'occasion de la prochaine saison des pluies, qui devrait commencer en septembre, le nombre de personnes déplacées internes pourrait augmenter à nouveau ainsi que les besoins en abris d'urgence, articles non-alimentaires, vivres, eau, hygiène et assainissement. Par ailleurs, les habitations, les infrastructures et équipements ainsi que les cultures pourraient également subir des dégâts. Pour rappel, entre janvier et mai derniers, plus de 80 000 personnes ont été affectées par les aléas climatiques. Les partenaires humanitaires ont eu beaucoup de mal à répondre aux besoins les plus urgents car leurs stocks étaient et restent toujours très limités.

Financements humanitaires

Au 31 août, le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2018 pour le Burundi, nécessitant 142 millions USD, était financé à hauteur de 25,9%, faisant de lui l'un des HRP le moins financé au monde⁹. Ce manque de financement ne permet pas de subvenir aux besoins multisectoriels de la population burundaise, de soutenir les solutions durables des partenaires et de permettre ainsi au pays de retrouver la voie du développement.



OCHA encourage vivement les bailleurs de fonds à enregistrer leurs contributions auprès de FTS :

<https://fts.unocha.org/content/report-contribution>

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Jutta Hinkkanen, Chef de bureau a.i. OCHA Burundi, hinkkanen@un.org, Tel. (+257) 72 11 11 55

Julie Languille, Chargée de l'information publique, languille@un.org, Tel. (+257) 72 11 11 56

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur :

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burundi> | www.unocha.org | www.reliefweb.int

Suivez les actualités de OCHA Burundi sur twitter : <https://twitter.com/OCHABurundi>

⁹ Financial Tracking Service - Burundi